

OTC

Le ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh effectue sa première visite de travail à Bruxelles après la guerre

La visite de travail du ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh Davit Babayan à Bruxelles a eu lieu du 7 au 10 février à l'initiative et aux efforts conjoints du ministère des Affaires étrangères et de la Fédération euro-arménienne pour la justice et la démocratie.

« Les députés européens ont été informés de la situation et des défis actuels de l'Artsakh suite à la guerre de 2020 déclenchée par l'Azerbaïdjan, la politique agressive de l'Azerbaïdjan qui est basée sur une arménophobie profondément enracinée » a déclaré l'EAFJD dans un communiqué.

Le ministre des affaires étrangères de l'Artsakh a rencontré les sénateurs membres du groupe d'amitié arménien et géorgien au Parlement fédéral de Belgique. Il a également donné une conférence devant plusieurs dizaines d'étudiants de l'une des principales universités de droit en Allemagne, présentant le conflit de l'Artsakh et la situation actuelle.

La visite de Davit Babayan s'est terminée par une rencontre avec les représentants de la communauté arménienne.

Commentant la visite, le président de l'EAFJD, Gaspar Karapetian, a déclaré : *« Comme par le passé, aujourd'hui aussi nous travaillons avec tout notre potentiel pour faire entendre la voix de nos compatriotes de l'Artsakh dans les milieux politiques européens et les informer de la politique agressive et destructrice de l'Azerbaïdjan. Nous attachons de l'importance à la visite du ministre des affaires étrangères de l'Artsakh à Bruxelles, notamment parce que c'était sa première visite dans la capitale de l'UE après la guerre »*. Source Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

2- Les Nouvelles d'Arménie

11/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90051

Les forces azéries ont tiré sur des maisons résidentielles dans les communautés de Karmir Shouka et Taghavard en Artsakh

Le 11 février, vers 05h50, des coups de feu ont été tirés depuis les positions militaires azerbaïdjanaises situées près des communautés de Karmir Shouka et Taghavard de la région de Martuni en Artsakh, en direction de maisons résidentielles, a déclaré le médiateur de l'Artsakh Gegham Stepanyan dans un communiqué sur les médias sociaux.

"Compte-tenu de la distance entre les colonies et les positions azerbaïdjanaises, et du fait que la partie résidentielle du village est directement observée depuis les positions azerbaïdjanaises, il est indéniable que la partie azerbaïdjanaise a directement visé les maisons des résidents, en conséquence de quoi les maisons résidentielles, principalement les murs, les toits, ont été endommagés.

La fenêtre d'une maison d'un résident de Karmir Shouka a été brisée au cours des mêmes opérations qui visent à menacer les civils, et le tir a pénétré dans le salon de la maison" a-t-il déclaré.

"Je réaffirme l'affirmation selon laquelle les actes criminels de l'Azerbaïdjan sont de nature régulière et systématique, visant à créer une atmosphère de peur en Artsakh.

L'Azerbaïdjan poursuivra ses tentatives criminelles contre le peuple de l'Artsakh tant que la communauté internationale n'aura pas condamné à l'unanimité les actes illégaux contre l'humanité commis ouvertement par l'Azerbaïdjan" a affirmé Gegham Stepanyan. Armenpress.

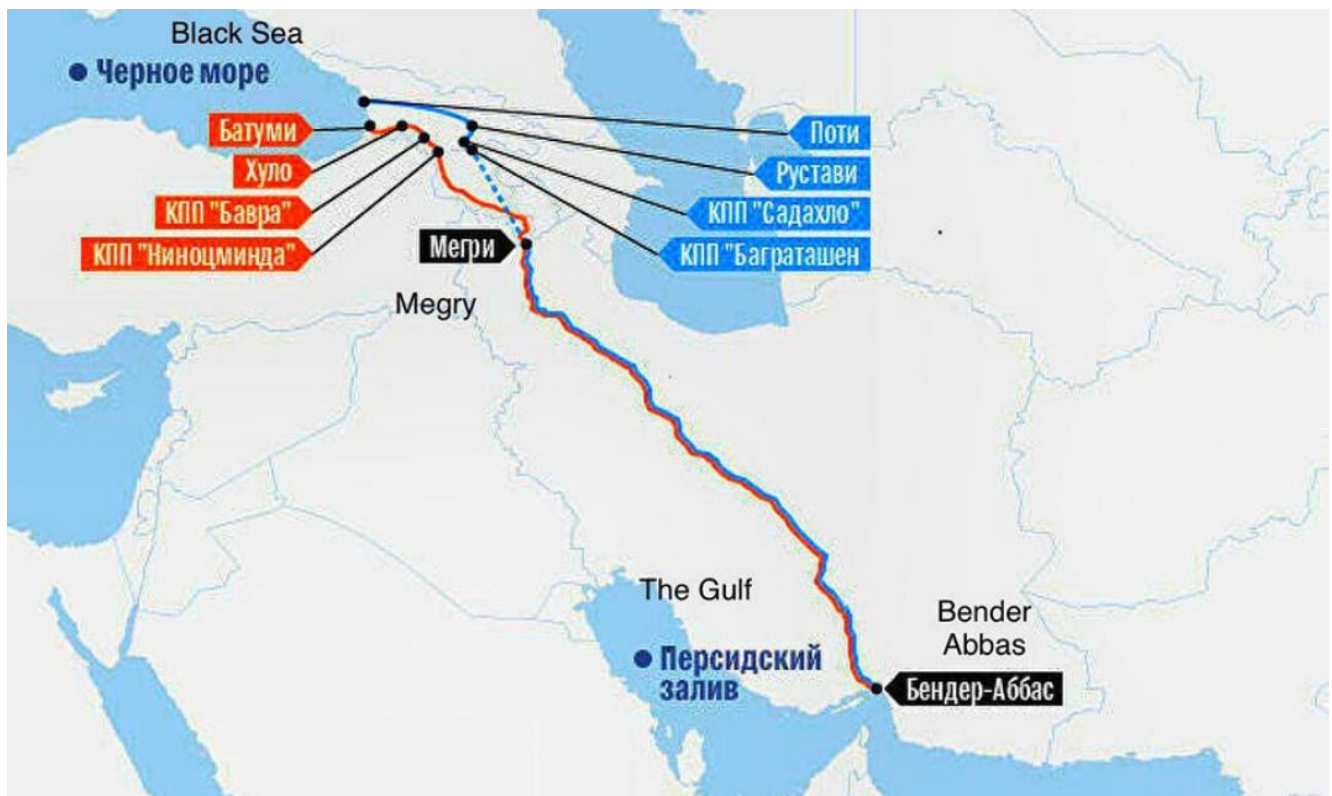
par [Krikor Amirzayan](#)

3- Le Courrier d'Erevan

11/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/liran-ne-permettra-pas-que-le-projet-golfe-persique-mer-noire-passe-par-le-nakhitchevan>

L'Iran ne permettra pas que le projet Golfe Persique-Mer Noire passe par le Nakhitchevan



L'Iran a pris une décision définitive concernant le projet de corridor de transport international Golfe Persique-Mer Noire. Le sixième cycle de négociations aura lieu à Sofia en avril ou mai 2022. En Bulgarie, les pays participants (Arménie, Iran, Géorgie, Bulgarie, Grèce) signeront des accords marquant le début du projet.

Téhéran a ouvertement déclaré que le corridor multimodal (Inde, Iran, Arménie, Géorgie, Bulgarie, Grèce) devrait passer par Syunik et non par le Nakhitchevan,

même si le chemin de fer est lancé dans cette section. L'intention d'ouvrir un consulat à Kapan démontre également l'importance de la région de Syunik pour l'Iran. Les tentatives de Bakou de retirer Erevan de l'agenda de l'Iran ont jusqu'à présent été infructueuses. L'Iran maintient sa position dans la région et cherche à s'emparer du statut d'acteur clé dans le Caucase du Sud, et le 13e gouvernement ne prend pas un mauvais départ.

4- Le Courrier d'Erevan

10/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/larmenie-envisage--de-discuter-avec-lunesco-de-lenvoi-dune-mission-devaluation-dans-la>

L'Arménie envisage de discuter avec l'UNESCO de l'envoi d'une mission d'évaluation dans la région

La déclaration du ministre de la culture d'Azerbaïdjan Anar Karimov est une preuve qu'une tentative est faite pour simplement effacer les traces de la présence du peuple arménien du Haut-Karabakh, dans leur patrie historique en général, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan à l'Assemblée nationale, faisant référence à la déclaration du ministre azerbaïdjanais de la culture sur la création d'un groupe de travail visant à changer l'identité des monuments culturels et religieux arméniens qui sont passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan.

"Le ministère des affaires étrangères a fait une déclaration concernant la position et l'intention du ministre de la culture d'Azerbaïdjan. Et dans cette déclaration, nous avons fermement condamné cette approche. À notre avis, il s'agit d'une autre preuve du fait que l'on tente d'effacer purement et simplement les traces de la présence du peuple arménien dans le Haut-Karabakh et dans sa patrie historique en général", a déclaré M. Mirzoyan, ajoutant que c'est également un défi pour la Cour internationale de justice des Nations unies en ce qui concerne la décision du 7 décembre 2021 sur l'application de mesures urgentes, qui oblige clairement l'Azerbaïdjan à prévenir et à punir les cas de vandalisme du patrimoine culturel arménien, du patrimoine religieux, y compris les églises, les

autres monuments et les sites touristiques. L'Azerbaïdjan doit remplir son obligation imposée par la décision de justice", a déclaré M. Mirzoyan.

Le ministre des affaires étrangères a noté que l'intervention de l'UNESCO devenait impérative ici, et l'Arménie a salué l'intention d'envoyer une mission d'évaluation de l'UNESCO dans la région, au sujet de laquelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont eu un échange de vues le 4 février.

"Il n'y a pas de dates précises, mais les parties ont réaffirmé l'importance d'une telle visite dans la région. Et maintenant, après cette annonce, nous faisons une demande auprès de l'UNESCO, nous prévoyons également des rencontres hors ligne pour discuter de cette question. À notre avis, cette visite devrait avoir lieu conformément aux principes établis par la Convention de 1954 sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé", a conclu M. Mirzoyan.

Source: Armenpress

5- Les Nouvelles d'Arménie

10/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89996

La Russie soutient une mission de l'UNESCO dans la région

Moscou discute de la préservation du patrimoine historique et culturel lors de contacts avec les autorités de Bakou et d'Erevan, a déclaré le 9 février aux journalistes la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

« Nous sommes favorables à l'organisation dans les meilleurs délais de la visite de la mission de l'UNESCO dans la région, nous travaillons également par l'intermédiaire des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE », a déclaré M^{me} Zakharova.

Elle a rappelé que la déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, des Etats-Unis et de la France en date du 7 décembre

2021 appelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan à poursuivre leur coopération sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE afin de réaliser des progrès durables sur les questions humanitaires, y compris la protection des sites historiques et culturels.

Public Radio of Armenia

6- Le Courrier d'Erevan

11/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/arts-et-culture/la-preservation-de-la-collection-du-musee-du-tapis-de-chouchi-est-menacee-wardan>La préservation de la collection du

La préservation de la collection du Musée du tapis de Chouchi est menacée : Vardan Astsatryan

Le sort de la collection de tapis enlevée au musée de Chouchi pendant la guerre est toujours inconnu. Vardan Astsatryan, fondateur du musée du Tapis de Chouchi, espère que la question sera résolue de manière constructive.

« La préservation de la collection du musée du tapis de Chouchi est suspendue dans l'air. Les tapis ne peuvent être exposés et stockés nulle part en Arménie », a déclaré M. Astsatryan lors d'une conférence de presse.

Il a rappelé que les tapis avaient déjà été exposés à Erevan, au Musée national Alexander Tamanyan-Institut d'architecture. Il y a deux jours, l'exposition a été retirée et on ne sait pas où elle sera stockée. Il est convaincu que les autorités compétentes résoudront le problème.

Selon lui, le ministère arménien de la justice a suggéré que les tapis soient transférés soit au Musée ethnographique d'Arménie au Mémorial de Sardarapat, soit au Centre national d'art Hovhannes Sharambeyan. Cependant, ces musées ont leurs propres tapis et il n'y a pas de place pour une exposition de tapis d'Artsakh. En outre, il y a une infestation de mites dans les entrepôts. Il a été proposé à M. Astsatryan de transférer les tapis en Artsakh, mais il a souligné qu'il accepterait si le musée du Tapis avait le statut de musée d'État.

« Le ministère de la Culture d'Artsakh a accepté ma proposition et a écrit une lettre au ministère de l'Éducation, de la Science, de la Culture et des Sports de la République d'Arménie. Les spécialistes effectuent actuellement un travail de révision en vue de soumettre les passeports portant le sceau de l'État au ministère de la culture de l'Artsakh. Mais on m'a appelé de l'Artsakh pour me dire qu'ils sont prêts à accepter les tapis, mais que la question du statut de musée sera résolue dans deux ans », a déclaré Vardan Astsatryan.

M. Astsatryan a souligné que le ministère de la culture de l'Artsakh l'a informé que les tapis seront stockés dans l'usine de soie, mais il ne souhaite pas y emmener ses tapis et n'a pas le droit de mettre leur sort en danger, car l'usine est privée. *« Pour le moment, nous sommes en attente jusqu'à ce que le ministère de l'Éducation, de la Science, de la Culture et des Sports de la République d'Arménie compile les données et les remette au ministère de la Culture de l'Artsakh. Les Azerbaïdjanais ont déjà commencé à manipuler la question, affirmant que si les tapis n'ont pas leur place en Arménie, qu'ils restent à Chouchi. Je suis plein d'espoir que le problème sera résolu de manière constructive, sinon les Azéris se les approprieront », a souligné M. Astsatryan.*

Il a indiqué qu'un total d'environ 160 tapis de valeur avaient été retirés de Chouchi, mais que seuls 71 étaient exposés. Il a réussi à sauver 70 % des tapis. La plupart des tapis dataient du XIXe siècle, mais la collection comprenait également des exemples du XVIIe siècle.

7- Les Nouvelles d'Arménie

10/02/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90022

Le collège professionnel Yeznik Mozian de Chouchi, transféré à Stepanakert continue de préparer des professionnels compétents

La Fondation de l'école professionnelle Yeznik Mozian de Chouchi, transféré à Stepanakert depuis son occupation lors de la guerre de 44 jours en Artsakh a repris ses activités le 29 mars 2021 à Stepanakert.

Narine Ishkhanyan directrice du collège professionnel a répondu à de

nombreuses questions du correspondant d'Artsakhpress sur le travail réalisé par le collège et les problèmes existants.

Selon la responsable, les nouvelles conditions de construction sont suffisantes pour assurer le fonctionnement normal du collège. *« Après avoir repris nos activités à la nouvelle adresse, nous avons commencé à reconstituer notre base logistique avec l'aide des sponsors du gouvernement de l'Artsakh. Le centre de développement »Himnatavush" nous a fourni des outils de construction, en plus, a parrainé la rénovation du 4^e étage du bâtiment en termes de salaire des maîtres. »* En juin 2021, une Fondation arménienne a fait don de nouveaux ordinateurs.

« Nous avons des sections « Génie électrique », « Énergie thermique », « Construction de finition », « Construction et réparation », « Travail des métaux », « Travail du bois », « Restauration » (cuisinier, pâtissier) » affirme N. Ishkhanyan.

« Actuellement, nous avons 111 étudiants. La plupart sont des garçons. Les étudiants bénéficient d'un dortoir gratuit, de trois repas par jour et du transport. Au fil du temps, avec l'aide de nos sponsors, nous fournirons très probablement des uniformes aux étudiants" a affirmé Nariné Ishkhanyan.

Et d'ajouter que *« les étudiants qui ont acquis de grandes compétences ont la possibilité de travailler dans leur métier sur des chantiers de construction. De nombreux étudiants travaillent dans « Kapavor »LLC« , Sergey »CJSC« , Midas »forge, et certains cuisiniers travaillent dans des établissements de restauration publics"».*

Mais Nariné Ishkhanyan a confié avec tristesse que 10 étudiants et un employé du collège ont été tués lors de la guerre de 44 jours. Une plaque à la mémoire de ces disparus étant placée au collège.

Rappelons que le collège professionnel Yeznig Mozian du nom d'un important donateur Arménien de France avait été réalisé par l'intermédiaire du Fonds Arménien (Hayastan Himnadram) et du gouvernement de l'Artsakh ainsi que d'autres dons.

Krikor Amirzayan

9/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89962

Poutine et Macron promettent de poursuivre les efforts de paix au Karabakh

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue français Emmanuel Macron se sont engagés à continuer de chercher conjointement à mettre fin au conflit du Haut-Karabakh par l'intermédiaire du groupe de Minsk de l'OSCE, codirigé par leurs pays et les États-Unis.

Poutine et Macron se sont rencontrés à Moscou lundi en fin de journée pour des entretiens axés sur l'aggravation de la crise en Ukraine. Ils ont déclaré après les entretiens de près de six heures que la question du Karabakh était également à l'ordre du jour.

« Nous avons réaffirmé l'importance du travail des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, notamment pour résoudre les problèmes humanitaires et socio-économiques urgents dans la région », a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse conjointe.

De même, M. Macron a déclaré que Moscou et Paris poursuivaient leurs efforts conjoints dans le cadre du Groupe de Minsk.

Le mois dernier, l'Azerbaïdjanais Ilham Aliyev s'est moqué des diplomates américains, russes et français qui dirigent le Groupe de Minsk et a remis en question la sagesse de la poursuite de leurs activités.

« Ils ne doivent pas s'occuper du conflit du Karabakh parce que ce conflit a été résolu », a déclaré Aliyev, faisant à nouveau référence à l'issue de la guerre de 2020 avec l'Arménie.

Un haut diplomate russe a déclaré quelques jours plus tard que les médiateurs américains, russes et français devraient pouvoir reprendre leurs visites au Karabakh. Les responsables arméniens ont soutenu cette déclaration.

L'ambassadeur américain à Erevan, Lynne Tracy, a insisté la semaine dernière sur le fait que le conflit n'était toujours pas résolu. Dans un communiqué du gouvernement arménien, elle a déclaré soutenir la poursuite des efforts de paix « sous l'égide de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE ».

par Ara Toranian

9- Les Nouvelles d'Arménie

9/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89959

L'Arménie s'en prend au leader biélorusse

L'Arménie s'est moquée mardi des affirmations du président biélorusse Alexandre Loukachenko selon lesquelles elle n'aura d'autre choix que de rejoindre une « union d'États » dirigée par la Russie et regroupant d'anciennes républiques soviétiques.

Dans un entretien télévisé avec un journaliste russe pro-Kremlin diffusé lundi, M. Loukachenko a prédit que Moscou allait, au cours des 10 à 15 prochaines années, bricoler une « union d'États souverains » dotés de systèmes communs de défense, de sécurité nationale et d'économie. Selon lui, cela intégrera non seulement la Russie et le Belarus, mais aussi les États d'Asie centrale, l'Arménie et même l'Ukraine.

« L'Arménie n'a nulle part où aller », a déclaré l'homme fort du Belarus, qui a longtemps été en poste. « Pensez-vous que quelqu'un a besoin d'eux ? »

« Ils l'ont déjà vu. Nikol Vovaevich [Pashinian] l'a compris », a-t-il ajouté en référence au Premier ministre arménien.

Le gouvernement de Pashinian a riposté à Lukashenko par le biais du ministère arménien des Affaires étrangères et de parlementaires pro-gouvernementaux.

« Nous pensons que les analyses géopolitiques particulières du président biélorusse visent avant tout à servir son agenda politique intérieur et n'ont rien à voir avec l'Arménie et sa politique étrangère », a déclaré le porte-parole du ministère, Vahan Hunanian, dans des commentaires écrits à la presse.

Les législateurs représentant le parti du Contrat civil de M. Pashinian sont allés plus loin en lançant des attaques cinglantes contre M. Lukashenko devant le Parlement arménien.

« Le dirigeant d'un État partenaire n'a pas le droit d'exprimer de telles pensées sur un autre État partenaire », a déclaré l'un d'eux, Vagharshak Hakobian.

Un autre député du Contrat civil, Hovik Aghazarian, a accusé Loukachenko de « rendre un mauvais service aux autorités russes et à l'État russe. »

Aghazarian a également déclaré : « Avant de faire des déclarations, Loukachenko

ferait mieux d'inspecter l'aéroport de [la capitale biélorusse] Minsk, qui ressemble davantage à une porcherie. »

La Russie et la Biélorussie ont signé un traité d'État de l'Union en 1999 et négocient par intermittence depuis lors.

Pendant des années, Loukachenko s'est opposé à l'intégration beaucoup plus étroite entre les deux nations envisagée par le traité. Mais le président autoritaire s'est montré plus favorable au projet depuis que Moscou l'a aidé à rester au pouvoir à la suite d'une élection présidentielle contestée en 2020 et de la répression de la dissidence qui s'en est suivie et qui a conduit à de nouvelles sanctions occidentales contre le Belarus.

Artur Khachatrian, un législateur de la principale alliance d'opposition Hayastan, a déclaré que les autorités arméniennes ne peuvent s'en prendre qu'à elles-mêmes pour les remarques « inacceptables » de Loukachenko. Selon lui, elles sont devenues trop dépendantes de la Russie pour faire face aux graves problèmes de sécurité auxquels l'Arménie est confrontée depuis la guerre de 2020 dans le Haut-Karabakh.

« Le gouvernement a délibérément abaissé le degré de souveraineté de ce pays et, bien entendu, Loukachenko et d'autres n'hésiteront pas à en tirer parti », a accusé M. Khachatrian.

Lukashenko, qui entretient des rapports chaleureux avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, a fait sourciller Erevan à plusieurs reprises par le passé avec des déclarations pro-azerbaïdjanaises sur le conflit du Karabagh et des livraisons d'armes à Bakou. En 2018, il a également remis en question le rôle de l'Arménie dans l'Organisation du traité de sécurité collective après que les autorités arméniennes chargées de l'application de la loi ont inculpé Youri Khatchatourov, alors secrétaire général de l'alliance militaire dirigée par la Russie.

par [Ara Toranian](#)

10- Les Nouvelles d'Arménie

9/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89986

Blinken et Çavuşoğlu discutent de la normalisation Arménie-Turquie

Le Secrétaire d'Etat américain Antony J. Blinken et le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu ont discuté du processus de normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie lors d'un entretien téléphonique le 8 février, a déclaré le porte-parole du Département d'Etat Ned Price dans un communiqué.

Le secrétaire Blinken et le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu ont discuté des moyens de renforcer la coordination et l'unité de l'OTAN. Les dirigeants ont également discuté des mesures supplémentaires que les États-Unis pourraient prendre pour soutenir ces efforts. Ils ont également examiné les possibilités de maintenir une relation bilatérale solide entre les États-Unis et la Turquie. Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

11- Asbarez

9/02/2022

<https://www.asbarez.com/yerevans-participation-in-turkey-forum-depends-of-outcome-of-talks/>

Yerevan's Participation in Turkey Forum Depends of Outcome of Talks

Whether a representative from Armenia will take part in a diplomatic forum in Antalya, Turkey next month will depend on the outcome of the next round of talks on the normalization of ties between Yerevan and Ankara, Foreign Minister Ararat Mirzoyan told parliament on Wednesday.

Special envoys from Turkey and Armenia are scheduled to meet in Vienna on February 24 for a second round of talks on normalizing relations between the two countries. Last month, Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said he had invited Armenia to take part in an international summit in Antalya. In later remarks, he left the impression that Prime Minister Nikol Pashinyan had agreed

to attend the summit.

What complicated the matter was Pashinyan's own statements during a virtual press briefing late last month, that seemed to contradict the position of his own foreign ministry.

Mirzoyan on Wednesday said that Pashinyan's attendance at the Antalya summit "has not been discussed and is not being discussed," adding that the confusion and speculation was created because of "wrong translation."

He claimed that Cavusoglu's statement that "he" will attend the summit has been misinterpreted.

He added that Yerevan's participation in the Antalya summit will depend on the outcome of talks scheduled on Feb. 24 between Armenia's special envoy Ruben Rubinyan and his Turkish counterpart Serdar Kilic.

"I hope that this time substantive discussions will begin between the two special representatives, discussions aimed at opening the Armenia-Turkey border and establishing diplomatic relations," Mirzoyan said, adding that the signals and messages from Ankara mostly have been positive.

Mirzoyan was asked by opposition Armenia Alliance lawmaker Artsvik Minasyan whether the government was continuing to pursue the recognition of the Armenian Genocide and the elimination of its consequences as ingrained in Armenia's National Security strategy.

Mirzoyan said that Armenia's government continues to consistently implement all the steps mentioned in the Government's Action Plan, which has been approved by this parliament.

"It is clearly stated there that Armenia will continue its efforts aimed at both the recognition of the Armenian Genocide and the prevention of further manifestations of this crime against humanity," Mirzoyan said.

12- Les Nouvelles d'Arménie

9/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89985

Officiellement la partie arménienne compte 3 812 morts et 217 disparus

Lors des questions au gouvernement posées par l'Assemblée nationale d'Arménie aujourd'hui, le premier ministre arménien a présenté les chiffres officiels des victimes et disparus de la partie arménienne lors de la guerre de 44 jours en Artsakh. Selon Nikol Pachinian, 3 812 Arméniens furent tués lors de la dernière guerre en Artsakh et le sort de 217 autres personnes reste inconnu. « *Selon les données confirmées d'aujourd'hui nous avons 3 812 morts, dont 3 736 militaires et 76 civils* » a souligné le Premier ministre arménien. Il évoqua également le chiffre de 217 disparus dont 196 militaires et 21 civils dont leur sort reste inconnu à ce jour. Artsakhpress.

Krikor Amirzayan

13- Les Nouvelles d'Arménie

8/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89954

Condammations de l'Azerbaïdjan qui vise à modifier l'héritage religieux historique



Le ministère arménien des Affaires étrangères a condamné la déclaration du 3 février du ministre azerbaïdjanais de la Culture, Anar Kerimov, sur la création d'un groupe de travail pour changer l'identité des monuments religieux, historiques et culturels arméniens qui sont passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan après la guerre d'automne 2020 dans le Nagorno. -Zone de conflit du Karabakh.

Le secrétaire de presse du ministère arménien des Affaires étrangères, Vahan Hunanyan, a déclaré que la création d'une telle structure au niveau de l'État dans le but de s'approprier délibérément et illégalement le patrimoine historique et culturel des nations voisines et de les priver de leur mémoire historique n'a pas de précédent dans l'histoire des conflits.

"Cela prouve une fois de plus que les cas de vandalisme et de destruction du patrimoine historique, culturel et religieux arménien au Haut-Karabakh pendant la guerre de 44 jours et après sont délibérés et planifiés, et cela fait partie de la politique de privation du Haut-Karabakh de sa population arménienne autochtone », a déclaré Hunanyan.

Auparavant, l'attaché de presse du ministère arménien de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports, Gegham Melikbekyan, avait déclaré à l'agence de presse Novosti-Armenia que dans les prochains jours, le ministère présentera une demande à l'UNESCO concernant la création du groupe de travail en Azerbaïdjan sur la « restauration de temples religieux albanais » en Azerbaïdjan, c'est-à-dire sur l'albanisation des temples arméniens.

Selon lui, cette démarche du gouvernement azerbaïdjanais est une contestation claire de la décision du 7 décembre 2021 de la Cour internationale de justice des Nations unies, qui oblige l'Azerbaïdjan « à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et punir les actes de vandalisme et de profanation dirigés contre les Arméniens ». monuments du patrimoine culturel, y compris les églises et autres lieux de culte, sites, cimetières et artefacts. »

"Dans la situation actuelle, l'intervention immédiate de la communauté internationale, en particulier l'UNESCO, une participation sans entrave sur le terrain pour préserver les monuments arméniens de l'Artsakh, qui font partie du patrimoine culturel mondial, devient de plus en plus urgente pour prévenir le vandalisme. Cette politique de déformer l'identité du patrimoine historique et culturel arménien, de détruire des sanctuaires religieux et de déformer l'identité contredit les déclarations de l'Azerbaïdjan sur la réconciliation et crée de sérieux obstacles à l'établissement de la paix dans la région », indique le communiqué.

La Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) est préoccupée par les plans de l'Azerbaïdjan visant à supprimer les inscriptions arméniennes des églises de l'Église apostolique arménienne.

« Nous sommes profondément préoccupés par les plans de l'Azerbaïdjan visant à supprimer les inscriptions apostoliques arméniennes des églises. Nous exhortons le gouvernement à préserver et à protéger les lieux de culte et autres sites religieux et culturels », a écrit la responsable de l'USCIRF sur son Twitter.

Les remarques de Maenza sont intervenues après que les médias ont rapporté que le gouvernement azerbaïdjanais avait annoncé son intention d'effacer les inscriptions arméniennes sur les sites religieux du territoire passé sous le contrôle de Bakou pendant la guerre de 2020.

Les inquiétudes concernant la préservation des sites culturels du Haut-Karabakh sont rendues d'autant plus urgentes par l'histoire du gouvernement

azerbaïdjanais de destruction systématique du patrimoine arménien indigène - actes de guerre et de révisionnisme historique. Le gouvernement azerbaïdjanais a secrètement détruit un nombre impressionnant d'artefacts culturels et religieux à la fin du XX^e siècle. Dans le seul Nakhitchevan, une enclave historiquement arménienne en Azerbaïdjan, les forces azerbaïdjanaises ont détruit au moins 89 églises médiévales, 5 840 khachkars (pierres en croix arméniennes) et 22 000 pierres tombales historiques entre 1997 et 2006.

par [Jean Eckian](#)

14- Les Nouvelles d'Arménie

9/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89984

Déclaration du Saint-Siège de l'Eglise arménienne

Très récemment, les autorités azerbaïdjanaises en la personne du ministre de la Culture ont lancé une nouvelle initiative anti-arménienne.

Selon ce dernier, un « groupe de travail d'historiens et d'architectes » spécialistes de la culture albanaise [du Caucase] composé de spécialistes locaux et étrangers a été formé en Azerbaïdjan dans le but d'effacer les « fausses traces laissées par les Arméniens » sur les prétendus sanctuaires albanais.

Le Saint-Siège d'Etchmiadzine condamne fermement cette initiative des autorités azerbaïdjanaises qu'il considère comme une atteinte aux droits de l'homme et à la civilisation avec des manifestations permanentes d'hostilité et de haine envers l'Arménie, l'Artsakh et le peuple arménien.

L'identité arménienne des sanctuaires chrétiens d'Artsakh passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan est une réalité scientifiquement établie et ne peut être contestée dans le cadre d'une réflexion rationnelle et objective.

Le Saint-Siège d'Etchmiadzine lance un appel à tous les pays impliqués dans le règlement du conflit du Karabakh. En premier lieu aux coprésidents du groupe de

Minsk de l'OSCE, aux Églises sœurs et aux organisations religieuses, aux organisations internationales spécialisées, pour répondre avec la plus extrême sévérité à ce génocide culturel ouvertement perpétré par l'Azerbaïdjan et pour prévenir et empêcher ces nouveaux actes de vandalismes et de nouvelles manifestations du même genre.

Centre d'information du Catholicoscat de tous les Arméniens.

Etchmiadzine le 8 février 2022

15- Les Nouvelles d'Arménie

6/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89892

L'Azerbaïdjan annonce son intention d'effacer les traces arméniennes des églises

Le ministre de la culture [azerbaïdjanais] a déclaré qu'un groupe de travail sera mis en place pour identifier ce qu'il a appelé le « faux arménien » des églises, mettant en pratique une théorie pseudo-scientifique qui nie l'origine arménienne des églises.

Le gouvernement azerbaïdjanais a annoncé son intention d'effacer les inscriptions arméniennes sur les sites religieux du territoire qu'il a récupéré lors de la guerre de 2020 avec l'Arménie.

Il a justifié cette décision en arguant que les églises étaient en fait à l'origine l'héritage de l'Albanie du Caucase, un ancien royaume autrefois situé dans l'actuel Azerbaïdjan. La théorie, qui n'est pas soutenue par les historiens traditionnels, a longtemps été propagée par les historiens nationalistes azerbaïdjanais et a été adoptée par le gouvernement actuel de Bakou.

Le ministre de la Culture Anar Karimov a déclaré lors d'un point de presse le 3 février qu'un groupe de travail a été créé qui sera chargé de supprimer « les

traces fictives écrites par les Arméniens sur les temples religieux albanais ».

« Nous allons inspecter ces lieux avec les membres du groupe de travail, et après l'inspection, nous envisagerons nos prochaines étapes », a déclaré Karimov. Bien qu'il n'ait pas identifié qui fera partie du groupe de travail, le ministre a déclaré que le groupe sera composé « d'experts locaux et internationaux ».

La théorie albanaise a été développée pour la première fois dans les années 1950 par l'éminent historien azerbaïdjanais Ziya Bunyatov, qui a affirmé que les inscriptions arméniennes dans les églises sur le territoire azerbaïdjanais étaient plus tard des ajouts aux églises albanaises. Selon cette théorie, ils n'ont été « arménianisés » qu'à la suite d'une émigration arménienne à grande échelle dans la région après que la Russie a pris le contrôle du territoire de l'Azerbaïdjan au début du XIX^e siècle.

La théorie a pris de l'ampleur après la guerre de 2020, lorsque l'Azerbaïdjan a repris le contrôle d'un territoire qui contenait plusieurs églises arméniennes médiévales importantes.

En mars 2021, lors d'un voyage à Hadrout, le président Ilham Aliyev, avec sa femme et sa fille, a visité une église arménienne de la Sainte Mère de Dieu du XII^e siècle, qui était en ruines. « Les Arméniens voulaient arménianiser cette église et y ont écrit des inscriptions en arménien, mais ils ont échoué. Si c'était une église arménienne, la laisseraient-ils dans un tel état ? On dirait que c'était un dépotoir », a déclaré Aliyev à l'église. « Toutes ces inscriptions sont fausses - elles ont été écrites plus tard. »

Le lendemain de la signature du cessez-le-feu mettant fin à la guerre de 2020, Karimov a tweeté à propos du monastère médiéval arménien Dadivank dans le district azerbaïdjanais de Kelbajar, l'appelant par le nom azerbaïdjanais Khudavang et le décrivant comme « l'un des meilleurs témoignages de l'ancienne civilisation albanaise du Caucase ». « En mai 2021, une église du XIX^e siècle dans la ville de Shusha qui avait été endommagée pendant la guerre a commencé à subir une reconstruction, dans ce que Bakou a qualifié de sa forme »originale".

Entre-temps, l'Azerbaïdjan a également promis de restaurer les monuments azerbaïdjanais sur le territoire qui avaient été négligés ou vandalisés pendant les années d'occupation arménienne. Dans un cas, Aliyev a promis de restaurer une

mosquée du XIX^e siècle que les Arméniens avaient présentée comme persane plutôt qu'azerbaïdjanaise .

Mais l'annonce du groupe de travail est le premier pas concret que le gouvernement a fait en promettant ouvertement d'effacer les traces arméniennes sur les églises désormais sous son contrôle.

« Habituellement, même lorsqu'ils restaurent ou rénovent des sites historiques, nous ne prenons conscience de ce qu'ils ont fait qu'après », a déclaré à Eurasianet Javid Agha, un commentateur des médias sociaux qui a fait des recherches approfondies sur le patrimoine albanais en Azerbaïdjan.

Agha a établi une comparaison avec Julfa, dans le Nakhitchevan en Azerbaïdjan, où des milliers de croix de pierres arméniennes « khachkar » ont été détruites en 2005 .

Les menaces permanentes qui pèsent sur les sites culturels arméniens ont attiré l'attention de la communauté internationale. Peu de temps après la guerre, Aliyev a promis au président russe Vladimir Poutine qu'il protégerait les sites chrétiens dans les territoires nouvellement repris. L'UNESCO a publié une déclaration avertissant l'Arménie et l'Azerbaïdjan que « les dommages causés aux biens culturels appartenant à quelque peuple que ce soit signifient des dommages au patrimoine culturel de toute l'humanité ». Cependant, les efforts déployés par l'UNESCO pour envoyer une mission au Karabakh pour examiner les sites du patrimoine culturel sont depuis longtemps bloqués.

En décembre, la Cour internationale de justice (CIJ) a statué que l'Azerbaïdjan devait "prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et punir les actes de vandalisme et de profanation affectant le patrimoine culturel arménien, y compris, mais sans s'y limiter, les églises et autres lieux de culte, monuments, points de repère, cimetières et artefacts.

« Si cela est vrai, ils violent de manière flagrante l'ordonnance [de la CIJ] », a déclaré à Eurasianet Sheila Paylan, conseillère juridique en Arménie pour l'affaire de la CIJ. « Pour l'avenir de cette affaire, cela n'aide certainement pas la position de l'Azerbaïdjan qu'ils respectent pleinement l'obligation d'empêcher la profanation. Cela constitue une mesure active pour falsifier et détruire le patrimoine culturel arménien.

Les responsables arméniens n'ont pas immédiatement réagi à l'annonce

azerbaïdjanaise. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Vahan Hunanyan, a déclaré à Eurasianet qu'ils n'avaient pour l'instant aucun commentaire sur cette question spécifique, mais qu'ils avaient souligné à plusieurs reprises l'importance de préserver le patrimoine culturel arménien.

Avec des reportages supplémentaires d'Ani Mejlumyan.
Heydar Isayev est un journaliste de Bakou.

À noter que que l'Azerbaïdjan a été élu membre du Comité de l'Unesco le 1^{er} décembre 2021 pour quatre années. Au mois de novembre 2020, Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, avait « réaffirmé la dimension universelle du patrimoine culturel, témoin de l'histoire et indissociable de l'identité des peuples, que la communauté internationale a le devoir de protéger ».

Elle a notamment évoqué la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, qui permet au secrétariat de l'Unesco d'envoyer une telle mission. Néanmoins, cela ne s'est jamais produit, il s'agirait d'une première. Depuis le début des affrontements, l'Unesco a reçu, des deux parties en conflit, un flot d'informations sur des violations présumées touchant le patrimoine et les biens culturels du Haut Karabakh : destructions, vandalisme...

par [Jean Eckian](#)

16- Europe 1

9/02/2022

<https://www.europe1.fr/politique/presidentielle-pourquoi-les-candidats-courtisent-ils-lelectorat-armenien-4092867>

Présidentielle : pourquoi les candidats courtisent-ils l'électorat arménien ?

Alexandre Chauveau, édité par Solène Delinger

Le Premier ministre Jean Castex, qui représentait Emmanuel Macron, mais aussi Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, candidates pour 2022, ont déclaré leur soutien à l'Arménie et aux Chrétiens d'Orient lors du dîner annuel du CCAF (Conseil de coordination des organisations arméniennes en France). Les prétendants à l'Elysée courtisent la communauté arménienne, un important vivier électoral.

DÉCRYPTAGE

A quelques semaines du premier tour de la présidentielle, les candidats à l'élection courtisent un électorat stratégique : la communauté arménienne. Hier soir, Jean Castex, qui représentait Emmanuel Macron, mais aussi Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, prétendantes à l'Elysée, ont témoigné de leur soutien à l'Arménie et aux Chrétiens d'Orient lors du dîner annuel du CCAF (Conseil de coordination des organisations arméniennes en France).

Valérie Pécresse longuement applaudie

[Anne Hidalgo](#) et [Valérie Pécresse](#) , deux prétendantes à l'Elysée, et le [Premier ministre Jean Castex](#) étaient assis à la même table hier soir, à quelques chaises d'écart. L'une était officiellement invitée en tant que présidente de région, l'autre comme maire de Paris.

Valérie Pécresse a été longuement applaudie, notamment pour son déplacement à Erevan, puis dans le Haut-Karabakh fin décembre. Je porte les convictions qui me sont chères, particulièrement la défense des chrétiens d'Orient", a-t-elle déclaré. "Vous le savez, ce déplacement m'a valu des menaces du président azéri et je tiens à le dire ici solennellement. Ces menaces ne m'intimident pas".

La communauté arménienne, un vivier électoral

Valérie Pécresse a été soutenue face à ces menaces par Anne Hidalgo. La maire de Paris a ensuite elle aussi soigné son image auprès d'une communauté qui compte près de 400.000 électeurs en France. Alors, si l'action des deux candidats en faveur de l'Arménie est bien antérieure à la campagne, leur présence hier soir était forcément remarquée. Emmanuel Macron aurait pu lui aussi être de la partie. Mais le président retenu à Berlin s'est fait remplacer au dernier moment par le premier ministre Jean Castex.

17- RMC

9/02/2022

<https://rmc.bfmtv.com/emission/des-ministres-et-des-candidats-a-la-meme-table--dans-les-coulisses-du-diner-des-associations-armeniennes-de-france-2054471.html>

Des ministres et des candidats à la même table: dans les coulisses du dîner des associations arméniennes de France

Des membres du gouvernement ainsi que les candidates à la présidentielle Valérie Pécresse et Anne Hidalgo ont participé ce mardi soir à Paris au dîner des associations arméniennes de France.

Le dîner annuel du Conseil de coordination des associations arméniennes de France était mardi soir "the place to be". A 60 jours de la présidentielle, il y avait foule, face aux 450 convives de l'Hôtel du Collectionneur à Paris. Avec une table d'honneur impressionnante. Jean Castex (venu remplacer Emmanuel Macron, retenu à Berlin pour gérer la crise diplomatique russo-ukrainienne), Gabriel Attal, Elisabeth Moreno, Jean-Baptiste Lemoyne... face à [Valérie Pécresse](#), assise à côté de Laurent Wauquiez. Mais aussi [Anne Hidalgo](#) ou encore Gérard Larcher, Renaud Muselier et Bruno Retailleau. Sans oublier, à la même table, la présence de Line Renaud !

Dans la salle, sont aussi présents le premier cercle d'Anne Hidalgo (particulièrement proche du Conseil de coordination des Arméniens de France): son mari, Jean-Marc Germain, mais aussi Patrick Kanner, David Assouline, Rémi Féraud... On aperçoit aussi Eric Ciotti ou encore Charles Consigny, ex-GG et nouveau responsable "société civile" dans la campagne de Valérie Pécresse.

Très, très intéressant également de noter la présence, à titre personnel, d'un membre de l'équipe d'Eric Zemmour, d'origine arménienne. "Zemmour, même s'il avait été invité, ne serait pas venu parce qu'il est contre les dîners communautaires", confie-t-il. Ce même lieutenant, d'accord avec son champion, est là quand même... On imagine qu'un débrief aura lieu en bonne et due forme avec les équipes du candidat de Reconquête !.

Beaucoup de personnalités politiques, mais peu d'échanges. Autour du saumon gravlax, de la pièce de boeuf accompagnée de ses légumes, des mignardises, les différentes écuries n'ont pas franchement papoté. On note simplement quelques gestes courtois. Après chaque discours, des applaudissements du bout des doigts des uns à l'égard des autres. Jean Castex et Gabriel Attal sont bien obligés d'applaudir - un peu - aux discours d'Anne Hidalgo et de Valérie Pécresse.

Un mot de soutien d'Anne Hidalgo à Valérie Pécresse

Lorsqu'Anne Hidalgo prend la parole, elle adresse quand même un mot de soutien à son adversaire Valérie Pécresse. La candidate LR s'est vue récemment menacée par le président azéri Ilham Aliev après son récent voyage dans le Haut-Karabagh, enclave à majorité arménienne, contrôlée par l'Azerbaïdjan, après être entré en guerre contre l'Arménie l'an dernier.

Une fois son tour, Valérie Pécresse répond à sa concurrente, maire de Paris : "Vos mots me vont droit au cœur". Pas sûr que les mots doux d'Anne Hidalgo (elle-même à la peine dans les sondages) soient suffisants pour rebooster Valérie Pécresse, dont certains estiment qu'elle connaît un faux plat.

Entre deux discours, et quelques verres de vin (arménien), la politique reprend ses droits. Les membres de la campagne de Valérie Pécresse avec qui l'on discute

sont sur la même longueur d'onde: "Il faut passer la seconde". Un autre insiste sur l'importance du meeting de la candidate dimanche au Zénith de Paris pour relancer la campagne. Pression... Un dernier en rajoute une couche: "Il faut aller sur des propositions plus clivantes, pour que ça accélère".

Côté Hidalgo ? Juste avant le café, on confie que l'on ne croit pas à la petite musique "Taubira va rejoindre Jadot". On minimise la rencontre secrète entre les équipes de la gagnante de la primaire populaire et le candidat écologiste ce week-end. Et surtout, on mise, à la fin, sur le défaut de parrainages de Christiane Taubira (36 au dernier décompte, contre 652 pour Anne Hidalgo). Mais pas de ticket Taubira-Jadot.

Place maintenant au discours de Jean Castex. Le Premier ministre ne s'essaye pas, lui, à prononcer le nom du mémorial du génocide arménien à Erevan, "le Dzidzernagapert". Mais il annonce que 200.000 vaccins contre le Covid seront envoyés en plus en Arménie (soit 400.000 en tout). Un discours de Jean Castex sans parler Covid ne serait pas un discours... Comme les autres, le voilà lui aussi (timidement) applaudi, par les adversaires du gouvernement.

Une soirée en guise de trêve. Les coups sont retenus. Pour épargner, sûrement, les 500.000 Arméniens qui vivent en France et qui voteront pour le second tour de la présidentielle le 24 avril, jour de commémoration du génocide arménien.

Hélène Terzian

18- France 24

7/02/2022

<https://www.france24.com/fr/france/20220207-1-azerba%C3%AFdjan-lib%C3%A8re-huit-prisonnier-arm%C3%A9niens-un-avion-fran%C3%A7ais-les-rapatrie-%C3%A0-erevan>

L'Azerbaïdjan libère huit prisonniers arméniens, un avion français les rapatrie à Erevan

Huit détenus arméniens ont été libérés par l'Azerbaïdjan, ont annoncé lundi le président français, Emmanuel Macron, et le président du Conseil européen,

Charles Michel. La France a dépêché un avion pour les rapatrier à Erevan.

"Huit détenus arméniens ont été remis en liberté par l'[Azerbaïdjan](#) et transférés de Bakou vers Erevan", a déclaré, lundi 7 février sur son compte Twitter, le chef de l'État français.

[Ces détenus arméniens](#) ont été libérés par l'Azerbaïdjan dans le cadre de négociations menées par la France et l'Union européenne.

La France a dépêché un avion ayant permis leur retour en Arménie après la médiation qu'elle a menée avec l'UE, précise l'Élysée.

"Cette libération de prisonniers s'insère dans un ensemble de mesures humanitaires et de retour de la confiance entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pour une stabilisation de la situation dans le Caucase du Sud", indique encore l'Élysée.

Un "signe d'évolution positive"

Sur Twitter, Charles Michel a salué un nouveau "signe d'évolution positive" après la rencontre entre Emmanuel Macron, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian. "L'Union européenne soutient la stabilité et la prospérité dans la région", déclare-t-il.

Les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan restent vive depuis la guerre de 44 jours qui les a opposés à l'automne 2020 à propos de l'enclave du [Haut-Karabakh](#). Le conflit a fait au moins 6 500 morts et s'est soldé par la victoire de l'Azerbaïdjan.

Avec Reuters

19- Les Nouvelles d'Arménie

11/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90027

L'un des prisonniers de guerre Arméniens blessé capturé le 16 novembre

et détenu en Azerbaïdjan est mort par manque de soins et mauvais traitement

Le traitement inhumain et dégradant des militaires Arméniens détenus en Azerbaïdjan après l'attaque des positions arméniennes de défense le 16 novembre ne fait aucun doute. Artur Martirosyan, un soldat Arménien blessé et laissé sans assistance médicale de la part des Azéris serait mort dans sa prison azérie par manque de soins et de mauvais traitement.

"Au cours de l'enquête préliminaire, des informations factuelles ont été obtenues sur la torture de militaires capturés le 16 novembre 2021, des traitements inhumains, dégradants, causant intentionnellement de graves souffrances, laissant le soldat blessé dans un état d'impuissance, et la mort du prisonnier de guerre Arthur Martirosyan. Il convient de noter que selon l'enquête envoyée au comité d'enquête de la République d'Arménie, nous avons également demandé d'informer sur le nombre d'affaires pénales faisant l'objet d'une enquête dans le cadre de la procédure pénitentiaire. Accusé d'avoir assassiné des prisonniers de guerre arméniens, si une personne a été déclarée recherchée ou non, combien de personnalités militaires azerbaïdjanaises ont été déclarées internationalement recherchées ? Selon les caractéristiques de la torture de civils, combien de personnes ont été impliquées comme accusées d'avoir torturé des prisonniers de guerre arméniens, la recherche a-t-elle été annoncée ou non ? » indique le communiqué de la commission d'enquête rendu public hier. Source News.am.

Krikor Amirzayan

20- Télérama

8/02/2022

<https://www.telerama.fr/sortir/l-armenie-intime-et-multiple-de-camille-leveque--7008683.php>

L'Arménie intime et multiple de Camille Lévêque

Elodie Cabrera

REPÉRÉE - À travers l'exposition "Tsavt Tanem", l'artiste visuelle explore son identité et ses racines arméniennes. Une installation photographique à découvrir jusqu'au 24 avril au Centre régional de la photographie des Hauts-de-France, à Douchy-les-Mines.

Actualités

Une double culture s'apprivoise, se transmet, de non-dits en récits fragmentés. Avec son exposition « Tsvat Tanem » (« je prends ta peine », en arménien), Camille Lévêque ouvre la voie à une nouvelle forme d'autobiographie entre mythologie familiale et légende personnelle. Prenant appui sur son arbre généalogique, cette cartographie friable et lacunaire, l'artiste de 36 ans met en scène « *une fiction narrative dans laquelle tous puissent s'entre-raconter* ». Au Centre régional de la photographie des Hauts-de-France, ses photos de famille rescapées de l'exil, « *reliques si vénérées qu'elles deviennent des icônes* », côtoient des visions symboliques : migration d'hirondelles, monastère de Dadivank noirci par les siècles, passé en Azerbaïdjan depuis la prise de contrôle du Haut-Karabakh, et portraits de descendants d'Arméniens. Habillés de rideaux, bijoux, une grenade posée en équilibre sur la tête, ils portent la métaphore d'une génération pacifiée, mais forcée de composer avec une histoire faite de bric et de broc.

Ascendants

« *Est-ce parce que ma famille a dû fuir ? Je me sens chez moi nulle part et partout à la fois* », explique cette passionnée d'épigénétique. Bac littéraire en poche, elle traverse une trentaine de pays, de l'Afrique à l'Orient, avant de poser ses bagages en Arménie où, au culot, elle devient reporter pour le Haut Comité des réfugiés aux Nations unies. Des huit années suivantes passées aux États-Unis, l'autodidacte, téméraire et travailleuse acharnée, a fait sienne la maxime « *Fake it*

until you make it » (« fais semblant jusqu'à ce que tu y arrives »).

Signes particuliers

Elle n'apprécie guère les catégorisations. « *La photographie est presque anecdotique dans ma pratique* », défend cette artiste visuelle, aussi à l'aise avec le collage que la vidéo. Sous son vrai nom et six alias, Camille Lévêque a fondé le collectif [Live Wild](#). Fictif mais futé. « *Ces identités multiples me permettent de développer différentes écritures, de rester intelligible sans me restreindre.* »

Point de vue

Entre le I^{er} siècle avant J.-C. et aujourd'hui, les contours de l'Arménie se sont réduits à peau de chagrin. Un rétrécissement qui fait écho à celui de la mémoire et des souvenirs transmis d'une parenté à l'autre. « *Beaucoup de personnes issues de la diaspora arménienne vivent dans ce qui est aujourd'hui la Turquie, la Géorgie ou l'Azerbaïdjan. La plupart du temps, ceux qui n'y ont jamais mis les pieds visualisent un territoire qui en réalité n'existe plus.* » Cette perception mouvante hante les portraits de descendants d'Arméniens aux yeux tantôt clos, tantôt pénétrants. « *Ouverts, ils disent cette génération qui ne détourne pas le regard sur son histoire. Fermés, ils révèlent un autre point de vue sur ce récit partagé, maintenant fait de réminiscences et de fantasmes.* »

À voir

« Tsvat Tanem », au Centre régional de la photographie des Hauts-de-France, à Douchy-les-Mines (Nord), jusqu'au 24 avril, le dossier de l'exposition [ici](#).

21- La Croix

9/02/2022

<https://www.la-croix.com/Monde/Le-drone-outil-dinfluence-Turquie-2022-02-09--1201199327>

Le drone, un outil d'influence pour la Turquie

Les performances de drones de combat de fabrication turque en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh ont stimulé les ventes de l'appareil ces dernières années. Recep Tayyip Erdogan se sert du savoir-faire du pays en la matière comme d'une arme diplomatique.

- Céline Pierre-Magnani (à Istanbul, Turquie)

« *Si ce type de projets est soutenu, la Turquie deviendra numéro un dans le monde en matière de fabrication de drones ! C'est une formidable opportunité* », prédisait avec conviction le jeune ingénieur Selçuk Bayraktar lors d'une démonstration de vol de prototypes de drones en 2005.

Dix-sept ans plus tard, l'héritier de l'empire industriel Baykar se trouve à la tête d'un des projets les plus emblématiques de l'industrie militaire [turque](#) : la fabrication d'un drone de dernière génération baptisé *Akinci* (Assaillant), du nom d'une unité de cavalerie légère dans l'Empire ottoman.

Une nécessaire autonomisation de l'industrie de la défense

La Turquie est historiquement dépendante des importations dans le domaine militaire, notamment des États-Unis et d'Israël, pays avec lesquels elle entretient des relations fluctuantes. Le pays a entrepris d'investir dans le domaine de l'armement depuis les années 1990 afin de gagner en autonomie.

D'après le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les ressources allouées à la défense ont atteint 7,5 % du total des dépenses du pays en 2020 contre 5,4 % en 2015. Bien que le pays continue d'importer certaines pièces, la Turquie s'affirme de plus en plus comme une puissance militaire en mesure de produire et de commercialiser des armes, mais aussi d'assurer la formation d'équipes.

Le drone, aéronef sans pilote, est devenu le symbole des progrès technologiques et s'est imposé comme le fleuron de l'industrie militaire turque ces dernières années. Le modèle Bayraktar-TB2 a notamment été utilisé sur des théâtres

d'opérations régionaux comme en Syrie, en Libye et en Azerbaïdjan, lors du conflit dans le Haut-Karabakh à l'automne 2020. La supériorité technologique ainsi acquise a permis de faire basculer les rapports de force. Le TB-2 s'est illustré en détruisant des systèmes russes antiaériens Pantsir ou des missiles russes Iskander.

La société publique Turkish Aerospace et la société privée Baykar, aux mains du gendre du président [Recep Tayyip Erdogan](#), ont déjà exporté des dizaines de drones vers des pays comme l'Ukraine, la Pologne, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan ou encore le Qatar. D'après le journal progouvernemental *Daily Sabah*, le volume des exportations du secteur de la défense et de l'aérospatiale a été multiplié par sept entre 2006 et 2021.

Une commercialisation tous azimuts

Au-delà de son intérêt financier, le drone s'impose de plus en plus comme une carte supplémentaire dans le jeu diplomatique turc. Il était au cœur du dernier sommet Turquie-Afrique, qui s'est tenu les 17 et 18 décembre derniers, à Istanbul. Le Maroc et la Tunisie ont déjà reçu leur première livraison de drones en septembre 2021, et l'Angola a manifesté son intérêt pour ces appareils.

« Ce qu'il est important de souligner, c'est que la Turquie est en mesure de proposer des produits aux standards de l'Otan, sans imposer de lourdes restrictions diplomatiques comme le font les pays occidentaux, décrypte Arda Mevlutoglu, spécialiste des questions de défense. Un avantage susceptible d'attirer de nombreux pays. »

Avec son slogan « Le monde est plus grand que 5 » (*en référence aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, NDLR*), le président Recep Tayyip Erdogan réaffirme régulièrement son attachement à une vision multipolaire des relations internationales. Il s'emploie à faire de la Turquie une puissance régionale incontournable et promeut une politique étrangère interventionniste et le discours fait mouche auprès de sa base électorale.

Un outil qui complique les relations diplomatiques

La « diplomatie du drone » s'inscrit dans cette dynamique, mais le recours au *hard power* tous azimuts vient parfois compliquer les relations diplomatiques avec certains partenaires stratégiques. « *La vente de Bayraktar TB-2 à [l'Ukraine](#) dérange la Russie, qui rappelle régulièrement son mécontentement. Les TB-2 ne pèsent pas lourd face aux capacités de l'armée russe. En revanche, ils sont susceptibles d'entraîner de sérieuses pertes chez les séparatistes du Donbass. La Russie pourrait donc durcir sa position vis-à-vis de la Turquie* », explique Arda Mevlutoglu.

L'utilisation de drones de fabrication turque par le régime d'Abiy Ahmed, en Éthiopie, dans le conflit qui l'oppose aux forces séparatistes du Tigré, a également valu à Ankara des pressions occidentales.

22- Libération
10/02/2022

Ankara, Moscou et Pékin, trois puissances faibles

Recep Tayyip Erdogan suscite la défiance de la terre entière, Vladimir Poutine est englué dans son aventure politico-militaire en Ukraine, quant à Xi Jinping, il fait face à une Chine qui vieillit.

Par Bernard Guetta, Eurodéputé, groupe Renew Europe

Ils fascinent autant qu'ils inquiètent. Xi, Poutine et Erdogan agitent le sommeil des Occidentaux mais, loin d'être aussi forts qu'ils voudraient le faire croire, ils s'essoufflent et patinent car, au-dessus de leur tête, le ciel s'assombrit.

Avec une inflation qui s'emballe après avoir frisé les 40 % l'année dernière, avec une monnaie qui aura bientôt perdu la moitié de sa valeur et un pouvoir d'achat en chute libre, on peut aujourd'hui se demander comment le président turc ne perdrait pas les élections présidentielle et législatives de l'année prochaine.

Recep Tayyip Erdogan continue d'impressionner tant il est partout, provoquant la Grèce, intervenant en Libye et en Syrie, vendant des drones à l'Ukraine et assurant la victoire de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie. Le «sultan», comme on

l'appelle en Turquie, paraît incarner une résurrection de la puissance ottomane au service d'une revanche de l'islam sur la chrétienté. On ferait peur à moins mais l'économie n'est pas sa seule faiblesse.

Le président turc suscite de surcroît la défiance de la terre entière. Celle de Vladimir Poutine, qui n'a guère apprécié son soutien militaire à l'Ukraine ; celle de l'Alliance atlantique dont la Turquie est membre depuis 1952 et qui n'a pas du tout aimé qu'il aille équiper son armée à Moscou ; celle de l'Union européenne à laquelle il fait regretter d'avoir envisagé d'ouvrir ses portes à ce qui devient une dictature ; celle des capitales arabes qui ne lui pardonnent pas d'avoir rêvé d'une reconstitution politique de l'Empire ottoman grâce à sa connivence avec les Frères musulmans et celle, maintenant, de l'Iran, qui lui en veut de vouloir se réconcilier avec Israël pour se sentir moins seul au Proche-Orient. Tant qu'il ne l'est pas physiquement, un homme politique n'est jamais mort. Mais Recep Tayyip Erdogan n'a plus d'amis pour l'aider à faire face à des difficultés internes et externes qui vont aller s'aggravant.

Vladimir Poutine n'est pas en aussi petite forme. Avec plus de 620 milliards de dollars (542 milliards d'euros) en coffre, une opposition muselée, une presse bâillonnée, un Parlement aux ordres, une armée modernisée et de considérables réserves énergétiques, il est infiniment moins fragile que ne l'est le président turc. Mais il paraît avoir tout autant perdu le sens des réalités.

La seule explication possible des exigences qu'il avait posées aux Etats-Unis et à l'Alliance atlantique était qu'il souhaitait qu'elles soient repoussées afin que la faiblesse prêtée aux Occidentaux lui permette alors d'envahir l'Ukraine. Or, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Européens et Américains n'ont pas seulement refusé de s'engager à ne pas élargir l'Otan et à la ramener sur ses positions de la guerre froide. Rangs resserrés, ils ont également averti Vladimir Poutine que toute nouvelle incursion en Ukraine coûterait très cher à son économie et priverait son gaz du marché européen. A sa plus grande surprise, le président russe a tout à la fois redonné vie à l'Alliance atlantique et accéléré l'émergence de l'unité politique de l'Europe.

Pour lui, l'alternative est désormais cruelle. Ou bien il pénètre en Ukraine et s'expose à de très dures sanctions économiques ou bien il doit accepter de longues négociations sur l'équilibre européen qui lui demanderont bien plus de concessions qu'aux Occidentaux. Ou bien Vladimir Poutine se lance dans une très incertaine aventure politico-militaire ou bien il laisse voir qu'il a commis une erreur d'appréciation en tablant sur le mythe de la décadence occidentale.

Depuis son tête-à-tête avec Emmanuel Macron, il semble qu'il ait opté pour la négociation mais, quel que soit son choix, il n'en sera pas conforté sur sa scène intérieure, à l'heure où le pouvoir d'achat des Russes décroît, où sa popularité recule, où les pays sortis de l'URSS et encore liés à Moscou aspirent tant à la démocratie et où les nostalgies impériales ne font plus recette dans les générations devenues adultes après l'éclatement soviétique. Sans doute n'est-ce pas déjà l'automne d'un président mais ce n'est certainement plus son printemps.

C'est le début d'une fin de règne et ce n'est pas l'officialisation du rapprochement entre MM. Poutine et Xi qui pourrait y changer grand-chose. Vladimir Poutine engage là son pays sur une voie que la Russie ne souhaite pas car elle n'est pas asiatique mais européenne. Ses compatriotes l'en applaudiront d'autant moins qu'il n'est pas difficile de savoir qui peut gagner à une alliance entre une puissance pauvre et la deuxième économie du monde. Vladimir Poutine donne, en un mot, l'impression d'avoir oublié la règle imposant aux hommes d'Etat de toujours penser au coup d'après car il y a plus enviable que le seul allié qu'il se soit laissé.

Xi rêve d'une présidence à vie. Il se voit en nouveau Mao mais, pour réaliser cette ambition, il lui faudra éviter l'écroulement du secteur immobilier avant que le congrès du parti ne se réunisse à l'automne. Cela lui laisse peu de mois alors qu'il s'est fait beaucoup d'ennemis dans l'appareil, que les prix des terrains et des appartements dégringolent et que les familles qui ont acheté sur plan risquent de perdre les économies d'une vie.

Si gigantesque que soit cette bulle immobilière, M. Xi peut arriver à éviter son éclatement avant le congrès. Il s'y emploie activement mais, outre que la note est lourde et s'alourdit toujours plus, il fait face à deux autres grands problèmes. A court terme, la production industrielle est considérablement freinée par la politique du «zéro Covid», de ce confinement strict et immédiat de régions entières qu'imposent les doutes sur l'efficacité de la couverture vaccinale. La croissance s'en ressent et, à moyen terme, l'économie chinoise risque d'être encore plus fortement handicapée par l'indigence des politiques sociales qui conduit les jeunes couples à dangereusement réduire le taux de natalité.

La Chine vieillit et va manquer de main-d'œuvre. Très isolée par la soudaineté de son agressivité internationale, elle n'a rien d'un long fleuve tranquille et ce n'est pas la Russie qui lui sera d'une grande aide.

23- Haaretz

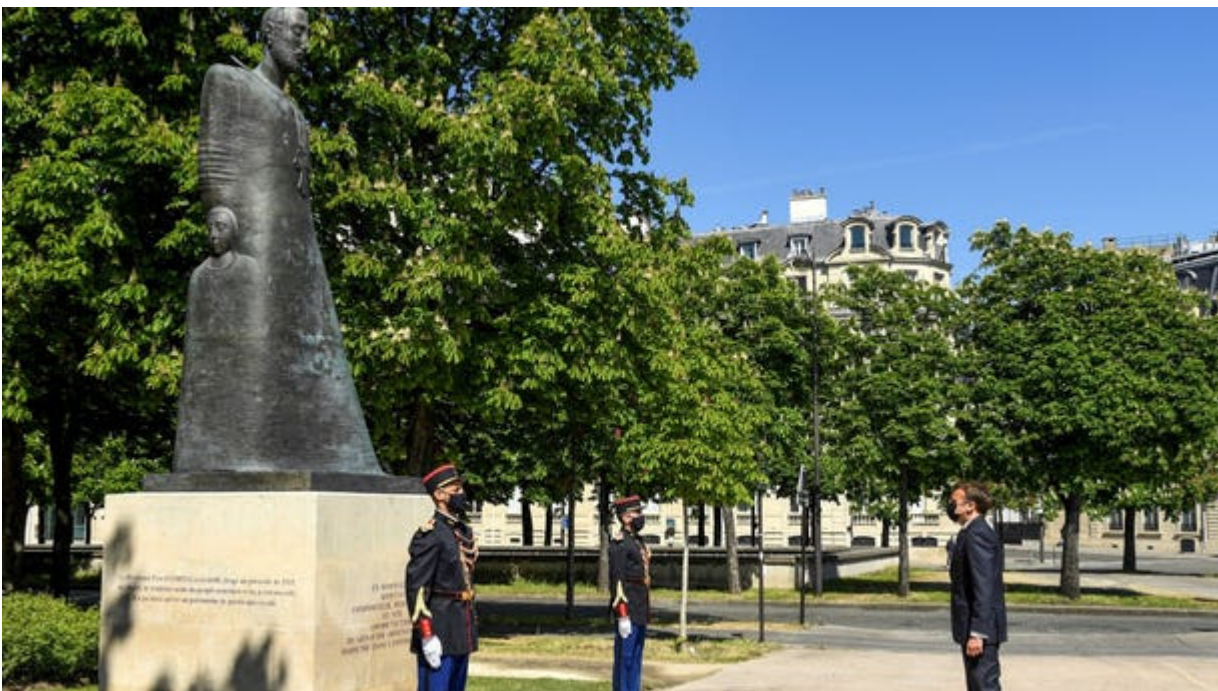
6/02/2022

<https://www.haaretz.com/world-news/europe/.premium-why--french-jews-finally-changed-their-view-of-the-armenian-genocide-1.10594431>

Why French Jews Changed Their View of the Armenian Genocide

For decades, some of France's leading Jewish figures followed the Israeli line on the Armenian genocide of 1915. Now, Jewish and Armenian historians agree, that approach is itself being consigned to history

Shirli Sitbon



French President Emmanuel Macron paying tribute at the Armenian Monument on the 106th anniversary of the genocide, in Paris last April. Bertrand Guay/Pool Photo via AP

PARIS - French presidential candidate Eric Zemmour wants to revoke France's so-called memorial laws, which recognize genocide and slavery as crimes against humanity, and make Holocaust denial a criminal act.

The [controversial far-right candidate](#) is currently facing an appeal trial after saying in a 2019 TV debate that the Vichy regime led by Marshal Philippe Pétain saved French Jews during the [Holocaust](#). For him and others, memorial laws

muzzle free speech and historic debate. “Most French historians have opposed those memorial laws that block historic research,” Zemmour told the CNews French news station last September.

The 1990 Gaysot law, making it a criminal offense to question the actions of Nazi Germany, made it easier to limit revisionist theories. However, France’s memorial laws don’t protect all victims to the same extent. For instance, while they recognise the 1915 Armenian genocide, they don’t criminalize revisionism of the facts.

In other European countries such as Switzerland, Greece, Cyprus and Slovakia, it is illegal to deny the Armenian genocide. But when French lawmakers voted in 2011 on whether to criminalize the denial of all genocides that are recognized by French law, it was struck down by the constitutional court, which said it violated free speech.

Many Armenians were shocked at the time to hear respected Jewish public figures oppose the bill. As the court was due to rule, for instance, former Justice Minister Robert Badinter wrote in the French daily *Le Monde* that banning revisionism would be unconstitutional.

“Can the French parliament turn itself into a court of world history?” wrote Badinter, a respected Jewish lawmaker. He argued that banning [Holocaust denial](#) had a legal basis because the Nuremberg Trials convicted Nazi leaders after the war, but no international trial had been organized after the 1915 Armenian genocide. Instead, the Ottoman authorities held courts-martial for some of the perpetrators.

Many Armenians believed this line of reasoning to be fundamentally wrong. “The notion of genocide did not even exist at the beginning of the 20th century,” notes French-Armenian historian Raymond Kévorkian.

And for Ara Toranian, who co-chairs the Coordinating Council of Armenian Organizations of France umbrella group, such legal arguments were pretexts to avoid new tensions with Turkey.

An estimated 1.5 million people were killed in the events that are widely viewed by scholars as the first genocide of the 20th century. Turkey denies the deaths constituted genocide, saying the toll has been inflated and that those killed were

victims of civil war and unrest. Ankara contends that some 300,000 Armenians were killed.

The historical role of French Jews in failing to support Armenian efforts to get the genocide recognized rankled for many decades. In recent times, though, their fight has been more widely acknowledged in the Jewish community.

France's chief rabbi, Haïm Korsia, for instance, is unequivocal in his belief that the laws governing Holocaust denial should also cover the events of 1915-1917.

"The Armenian genocide is an unquestionable reality, there is no denying it," he says. "The genocide had been planned in advance and carried out. There is [also] continuity between the Armenian genocide and the Holocaust - Hitler said, 'Who remembers the Armenians?'" when he discussed the Final Solution.

"If people want to deny a reality, they must be put in place, be corrected," Korsia adds. "Laws are important, but educating children about the Holocaust and about the Armenian genocide is even more crucial."

Armenians had long hoped Diaspora Jews would lend such support to enshrine the memory of the Armenian victims, but over the years faced a major obstacle: the Jewish state itself.

"Israel's position on the Armenian genocide is very significant, considering the historic dimension," Kévorkian says. "Our two nations have suffered genocides and it's difficult to accept this cynical posture. The reasoning behind this is regional: Israel has had a decades-long military and intelligence alliance with Turkey. They have been strategic allies - especially when Israel had few official contacts with its Arab neighbors.

"But the situation is improving. [Israeli] historians and left-wing politicians have pushed for recognition. I think Israel will eventually recognize the genocide like other countries have."

'All genocides are unique'

Toranian cites her disappointment that not only has [Israel failed to recognize the Armenian genocide](#), "it also backed Turkey's position abroad. In the U.S.,

the [Anti-Defamation League](#), for example, pushed back against the official recognition of the genocide.” Although he notes that the ADL has since reversed its position, for years “those organizations played by the revisionist guide book and made the situation extremely tense.”

In France, some prominent Jewish figures adopted a similar approach. Armenian historians and public figures say they don’t want to accuse anyone specifically, either because of their advanced age or because some have passed away.

“It’s part of the past,” is how Kévorkian describes it. “Some Jewish figures used to insist on the singular and specific nature of the Holocaust - it was almost contemptuous,” he says. “E

...